

Ensemble ou séparément : l'Argentine, le Brésil et l'ALENA

Parallèlement à son programme de privatisations, le gouvernement Menem s'est employé à réduire la réglementation de l'économie par l'État. Le contrôle des salaires a été aboli; les contrôles des prix ont été libéralisés; dix organismes de réglementation et les mécanismes de réglementation relevant d'eux ont été éliminés; les programmes de promotion sectorielle en faveur des industries de l'acier, de la construction navale et de l'aéronautique ont pris fin, et une foule de règlements régissant la vente de produits et services ont cessé d'exister. Si la réglementation fédérale de l'activité économique a nettement régressé, certains règlements édictés par les provinces et les municipalités continuent de nuire à l'efficacité économique¹⁹.

Pour sa part, le gouvernement brésilien exerce son influence sur une bonne partie de l'activité économique brésilienne par l'intermédiaire de sociétés d'État établies dans de nombreux secteurs clés. L'État possède des intérêts considérables dans les secteurs des banques, de l'industrie et des transports. Le gouvernement Cardoso a entrepris de faire modifier la constitution afin de mettre un terme au monopole de l'État dans les secteurs du pétrole, de l'exploitation minière et des télécommunications. Si les administrations Collor et Franco ont procédé à certaines privatisations (dont celles d'aciéries et de sociétés pétrochimiques)²⁰, l'État possède encore la majorité de ses intérêts dans l'économie²¹. L'actuel gouvernement Cardoso espère privatiser une bonne partie de l'économie, mais les choses progressent lentement. La privatisation en juillet 1995 de la société Escelsa, une compagnie de distribution d'électricité, a constitué la première privatisation depuis l'arrivée au pouvoir du président Cardoso²². Mis à part les intérêts que possède l'État dans une bonne partie de l'économie, le Brésil continue de réglementer directement l'activité

¹⁹ Ibid., pp. 99-104.

²⁰ "Brazil: Survey - The Many Virtues of Privatization - Slimming the State", *The Economist*, 29 avril 1995, sur Reuter News Service.

²¹ Une étude réalisée récemment par la fondation Getulio Vargas sur les 500 principales sociétés brésiliennes classées selon leur chiffre d'affaires et leurs actifs a révélé que des entreprises publiques constituaient 62 % des actifs de ces sociétés. "State Sector Still Dominates Brazil Economy - Survey", Reuter News Service, 2 août 1995.

²² "Brazil Heads for 'New Dimension' in Privatization", Reuter News Service, 4 juillet 1995.